



## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

### **ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES**

---












**Maintenance des installations de chauffage,  
ventilation, climatisation et de désenfumage de sites  
de l'UGA**

---

N° du CCAP : 25FSAO03

**Université Grenoble Alpes**  
Direction exploitation maintenance  
CS 40700  
38400 Saint Martin d'Hères

## L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	<b>Objet</b>	Maintenance des installations de chauffage, ventilation, climatisation et de désenfumage de sites de l'UGA
	<b>Type de contrat</b>	Accord-cadre
	<b>Nombre de lots</b>	2
	<b>Tranches optionnelles</b>	Sans tranches optionnelles
	<b>Clause sociale</b>	Avec
	<b>Clauses environnementales</b>	Avec
	<b>Durée / Délai</b>	Défini par lot
	<b>Reconduction</b>	Avec
	<b>Prix</b>	Prix forfaitaires et prix unitaires
	<b>Variation des prix</b>	Avec
	<b>Avance</b>	Avec

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat .....	4
1.1 - Objet du contrat.....	4
1.2 - Décomposition du contrat.....	4
1.3 - Type d'accord-cadre.....	4
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande.....	4
2 - Pièces contractuelles .....	5
3 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	5
4 - Protection de la main d'œuvre et conditions de travail .....	5
5 - Durée et délais d'exécution.....	6
5.1 - Durée du contrat .....	6
5.2 - Reconduction.....	6
5.3 - Justification de la durée de l'accord-cadre .....	6
6 - Prix.....	6
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	6
6.2 - Modalités de variation des prix.....	7
7 - Garanties Financières.....	8
8 - Avance.....	8
8.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	8
8.2 - Garanties financières de l'avance.....	8
9 - Modalités de règlement des comptes.....	8
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	8
9.2 - Présentation des demandes de paiement .....	9
9.3 - Délai global de paiement .....	10
9.4 - Paiement des cotraitants .....	10
9.5 - Paiement des sous-traitants .....	10
10 - Conditions d'exécution des prestations.....	10
11 - Clause d'insertion sociale .....	12
12 - Clauses environnementales.....	12
13 - Gestion des déchets .....	12
14 - Constatation de l'exécution des prestations .....	12
14.1 - Vérifications .....	12
14.2 - Décision après vérification .....	12
15 - Garantie des prestations.....	13
16 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle .....	13
17 - Pénalités.....	13
17.1 - Pénalités générales.....	13
17.2 - Pénalité pour travail dissimulé .....	15
17.3 - Pénalités pour non-respect de la clause d'insertion sociale.....	15
17.4 - Pénalités liées aux indicateurs clés de performance .....	15
18 - Assurances.....	15
19 - Clause de réexamen .....	15
20 - Résiliation du contrat.....	16
20.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre .....	16
20.2 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	16
21 - Règlement des litiges et langues .....	16
22 - Dérogations .....	16

# 1 - Dispositions générales du contrat

## 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent la maintenance des installations de chauffage, ventilation, climatisation et de désenfumage de sites de l'UGA

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Lieu d'exécution :

Située principalement sur le Campus de Saint-Martin-d'Hères, l'Université Grenoble Alpes est implantée également sur plusieurs sites dans Grenoble et son agglomération ainsi que sur quelques sites excentrés à Valence.

La liste des bâtiments est fixée en annexe 1 du CCTP.

## 1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 2 lot(s) :

Lot(s)	Désignation
01	Maintenance des installations de chauffage, ventilation, climatisation et désenfumage de bâtiments de l'UGA (sites de l'Isère)
02	Maintenance des installations de chauffage, ventilation, climatisation et désenfumage de bâtiments de l'UGA (sites de la Drôme)

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

## 1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

## 1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande ;

La mission 1 concernant les prestations spécifiques au démarrage du contrat fera l'objet d'un bon de commande spécifique en application de la DPGF.

Les missions 2 et 3 concernant les prestations en exploitation courante feront l'objet d'un bon de commande annuel en application de la décomposition du prix global et forfaitaire.

Les prestations hors forfait de maintenance courante feront l'objet de bons de commande spécifiques en application du BPU.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

## 2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes, propre à chaque lot
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun aux deux lots, et son annexe relative à l'insertion sociale concernant le lot 1
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), commun aux deux lots, et ses annexes :
  - o Annexe 1A : Liste des bâtiments LOT 1
  - o Annexe 1B : Liste des bâtiments LOT 2
  - o Annexe 2A : Listes des équipements LOT 1
  - o Annexe 2B : Listes des équipements LOT 2
  - o Annexe 3 : Prestations minimales d'entretien préventif (*commun aux deux lots*)
  - o Annexe 4 : Méthodologie de contrôle et d'évaluation des prestations (*commun aux deux lots*)
  - o Annexe 5 : Cahier des exigences (*commun aux deux lots*)
  - o Annexe 6 : Liste des attributs techniques obligatoires (*commun aux deux lots*)
  - o Annexe 7 : Suivi des observations bureaux de contrôle (*commun aux deux lots*)
  - o Annexe 8 : Synthèse des livrables à déposer en GED (*commun aux deux lots*)
  - o Annexe 9 - GED - Listes des principales métadonnées (*commun aux deux lots*)
  - o Annexe 10 : Suivi des analyses d'eau (*commun aux deux lots*)
  - o Annexe 11 : Suivi des analyses de combustion (*commun aux deux lots*)
  - o Annexe 12- Fiches de contrôle des prestations (*commun aux deux lots*)
  - o Annexe 13 - Suivi des attestations de maintenance réglementaires (*commun aux deux lots*)
  - o Annexe 14 : Liste des filtres CTA -lot 1
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le mémoire technique (partie technique du cadre de réponse) remis par le titulaire au titre de son offre, portant sur :
  - \* les moyens humains et l'organisation mise en place pour l'exécution du marché
  - \* l'organisation des dépannages
  - \* les outils (dont GMAO/GDI et GED) et méthodes proposés dans le cadre de l'exécution du marché
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF), propre à chaque lot
- L'estimation de la charge de travail qui constitue des minimums de moyen en quantité et en qualité, propre à chaque lot
- Le bordereau des prix unitaires (BPU), propre à chaque lot

En cas de contradiction entre une/plusieurs clause(s) contenue(s) dans d'éventuelles conditions générales de vente remises par le titulaire dans son offre et les clauses établies par l'UGA, ces dernières prévalent.

## 3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

## 4 - Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Le titulaire est soumis au respect des normes en matière de protection de la main d'œuvre et conditions de travail conformément à l'article 6 du CCAG-FCS.

Le titulaire informe les sous-traitants de leur soumission à ces obligations et demeure seul responsable en cas de manquement.

## 5 - Durée et délais d'exécution

### 5.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 3 ans.

L'accord-cadre est conclu à compter de la date de notification du contrat.

L'accord-cadre débute à sa date de notification ; à partir de la notification, le titulaire doit mettre en œuvre toutes les dispositions pour que les prestations de chauffage, ventilation, climatisation et désenfumage débutent le 9/9/25 ou à la date de notification de l'accord-cadre si celle-ci est postérieure au 9/9/25.

Le titulaire est en responsabilité des installations et de la maintenance à compter du 9/9/25 ou à la date de notification de l'accord-cadre si celle-ci est postérieure au 9/9/25. La notification de la mission 1 pourra intervenir avant le 9/9/25 afin de permettre le démarrage de la prise en charge.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

### 5.2 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 2. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 5 ans.

La durée va au-delà des 48 mois prévus, conformément à l'article L2125-1 du Code de la commande publique en raison des spécificités de ce marché.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

### 5.3 - Justification de la durée de l'accord-cadre

La durée de l'accord-cadre dépasse quatre ans pour le motif suivant :

La complexité, la diversité et la taille des installations techniques confiées en exploitation maintenance nécessitent un investissement important lors de la prise en charge pour le prestataire. La maîtrise des procédures internes et spécificités de chaque laboratoire et composante nécessite un temps d'adaptation important pour le prestataire. L'accompagnement du prestataire pendant ces phases consomme beaucoup de temps aux équipes internes et induit des risques d'erreurs. Pour cette raison, la durée maximale du marché est de 5 ans.

## 6 - Prix

### 6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires et prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

La mission 1 concernant les prestations spécifiques au démarrage du contrat et les prestations en exploitation courante seront rémunérées par application du prix global et forfaitaire.

Les prestations hors forfait de maintenance courante seront rémunérées par application des quantités estimées au devis accepté par le pouvoir adjudicateur, selon les prix du bordereau des prix unitaires.

Le contenu des prix est détaillé au CCTP. Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations.

Pour les travaux hors forfait et petits travaux de maintenance :

Dans le cadre de sa politique de suivi et contrôle des achats et afin de s'assurer que les propositions du titulaire sont cohérentes, l'Université Grenoble Alpes peut être amenée à vérifier la compétitivité des prix. Dans tous les cas, l'UGA se réserve la possibilité de commander ces travaux à un autre prestataire.

## 6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de 04/2025 ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix de la DPGF et du BPU sont fermes et non révisables jusqu'au 31/12/2026. Les prix seront révisés en janvier 2027, janvier 2028 et, en cas de reconduction tacite, en janvier 2029 et en janvier 2030.

Les prix sont révisés annuellement par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par les formules suivantes :

Lot(s)	Formules	Prix concernés
01	$C_n = 0.0\% + 100.0\% (\text{ICHT-IME (n-5)} / \text{ICHT-IME (o)})$	Tous les prix
02	$C_n = 0.0\% + 100.0\% (\text{ICHT-IME (n-5)} / \text{ICHT-IME (o)})$	Tous les prix

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n-nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois n diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois n soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage).
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix interviendra sur le premier acompte suivant la publication de la valeur finale de l'index correspondant. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Les index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :

Lot(s)	Code	Libellé
01	ICHT-IME	Industries mécaniques et électriques
02	ICHT-IME	Industries mécaniques et électriques

Modalités de transmission des révisions de prix : Le titulaire devra transmettre ses prix révisés à l'UGA aux adresses mails suivantes :

[service-commande-publique-sem@univ-grenoble-alpes.fr](mailto:service-commande-publique-sem@univ-grenoble-alpes.fr)  
[dgdpat-finances-maintenance@univ-grenoble-alpes.fr](mailto:dgdpat-finances-maintenance@univ-grenoble-alpes.fr)

Cette transmission doit intervenir au moins 30 jours avant la date de reconduction (avec le coefficient de révision appliqué et la valeur des indices retenus pour le calcul). A défaut aucune révision de prix ne pourra être appliquée sur la nouvelle période. Les prix révisés sont considérés comme acceptés si le pouvoir adjudicateur n'a pas fait d'observation dans un délai de 30 jours maximum à compter de leur date de réception.

## 7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## 8 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option A du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

### 8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 20,0 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 20,0 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

### 8.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

## 9 - Modalités de règlement des comptes

### 9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

Pour les prestations d'exploitation courante : Le paiement sera trimestriel à terme échu. Les mois de facturation sont les suivants : fin mars pour le trimestre 1, fin juin pour le trimestre 2, fin septembre pour le trimestre 3 et fin décembre pour le trimestre 4. La facture doit être envoyée après fourniture du rapport d'activités correspondant.

Pour la mission 1 concernant les prestations spécifiques au démarrage du contrat : le paiement sera effectué en totalité à l'admission.

Pour les prestations hors forfait de maintenance et les travaux : Le paiement sera effectué en totalité à l'admission.

Pour le lot 1 : Pour les bibliothèques universitaires (BU Joseph Fourier, BU Droits Lettres, BU Médecine Pharmacie ) et l'IUT2 (Doyen Gosse/Grenier) : les factures devront être adressées au nom de la structure qui aura émis le bon de commande.

Pour le lot 2 : Pour la BU Rodolphe Pesce : les factures devront être adressées au nom de la structure qui aura émis le bon de commande.



## 9.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Mentions à porter sur les factures électroniques remises sur CHORUS PRO :

- 1/ Numéro d'identité du destinataire de la facture  
N° SIRET de l'Université Grenoble Alpes : 130 026 081 00013
- 2/ Le code service : Aucun code service ne doit être renseigné.

### Acceptation de la demande de paiement par l'acheteur :

Conformément à l'article 11.6 du CCAG FCS, l'acheteur accepte ou rectifie la demande de paiement. Il la complète, éventuellement, en faisant apparaître notamment les avances à rembourser, les primes, les réfections et les pénalités imposées. Il arrête le montant de la somme à régler.

Si ce montant est différent de celui figurant dans la demande de paiement, il notifie le montant qu'il a ainsi arrêté au titulaire.

### Réfections

Des réfections sur les opérations de maintenance préventive pourront être appliquées au titulaire si des interventions programmées ne sont pas réalisées.

**Au 20<sup>ème</sup> jour de l'année N+1, le taux définitif de réalisation de la maintenance préventive est calculé selon les modalités suivantes :**

- Le taux d'avancement est calculé globalement pour la maintenance préventive et la maintenance réglementaire
- Les opérations non clôturées sont considérées comme non réalisées
- Le taux de réalisation est alors égal au nombre d'interventions clôturées ou réceptionnées / (nombre d'interventions totales - nombre d'interventions annulées)

Si ce taux est inférieur à 100%, les Parties conviennent qu'une réfaction est applicable. La réfaction R est égale à :

$$R = (1 - \text{taux de réalisation}) \times (\text{Montant global forfaitaire annuelle}) / 2$$

Le résultat de ce calcul est présenté au titulaire par le pouvoir adjudicateur lors du Comité de pilotage annuel prévu à l'article 22.6 du CCTP. A l'issue de ce Comité, la direction exploitation maintenance établit et notifie au titulaire un courrier précisant le montant de la réfaction qui sera appliquée sur la prochaine facture trimestrielle concernant les prestations d'exploitation courante.

### **9.3 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### **9.4 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

### **9.5 - Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

## **10 - Conditions d'exécution des prestations**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

### Notifications et informations

Conformément à l'article 3.1 du CCAG-FCS, la notification des décisions, observations, demandes d'intervention, gestions des alarmes ou informations qui font courir un délai est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé (en particulier via la GMAO) permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception

### Responsable de contrat :

Le pouvoir adjudicateur souhaite avoir un interlocuteur unique et identifié agissant en qualité de « Responsable de Contrat » et qui sera le garant de la bonne exécution des prestations et du respect des engagements contractuels liés à ce marché. Pendant toute la durée du contrat, le Responsable de Contrat assure la coordination de l'ensemble des prestations faisant partie du périmètre contractuel. Il est notamment garant du traitement des incidents.

Dans le but d'avoir un suivi régulier, le titulaire communique au pouvoir adjudicateur, dans un délai de 15 jours à compter de la notification, les noms et coordonnées du Responsable de Contrat.

### Processus de remplacement du responsable de contrat

Lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-FCS.

L'acheteur est informé sans délai de cet empêchement, et le titulaire propose un remplaçant dans un délai de 30 jours à compter de la date d'envoi de cette information.

### Représentant de l'acheteur

Dès la notification du marché, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire

### Formation du personnel :

Le titulaire assurera la formation du personnel chargé d'utiliser les outils de gestion du contrat (GMAO), de la GED et du portail internet définis aux articles 11 à 13 du CCTP.

Les obligations du titulaire en matière de formation sont décrites à l'article 11.1 du cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

### Mise à disposition d'un local

Pour le lot 1 : L'UGA mettra à disposition du personnel du titulaire un local sur le domaine universitaire au cours de l'exécution de l'accord-cadre.

Pour le lot 2 : Aucun local ne sera mis à disposition du titulaire

### Réunion de démarrage

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur conviendront, dans les 15 jours à compter de la date de notification de l'accord-cadre par le pouvoir adjudicateur, d'une date de réunion, pour notamment:

- Préparer le plan de prévention
- Présenter le responsable de contrat
- Fournir la liste des personnes pouvant intervenir sur le site, avec leurs qualifications/ habilitations
- Expliciter les contraintes d'exploitation en cours et à venir explicitées ;
- Mettre au point le formalisme de la fiche d'intervention de maintenance (corrective, préventive) et un modèle de main courante ;
- Expliquer les modalités de prise en charge des équipements du périmètre.
- Pour le lot 1 : présenter la clause d'insertion sociale

### Réunion mensuelle du Comité Technique

Pendant toute la durée de l'accord-cadre, ces réunions auront lieu à une fréquence mensuelle dans les locaux du pouvoir adjudicateur. Selon les besoins de l'UGA, la fréquence de ces réunions pourra être augmentée. Ces réunions seront planifiées par l'UGA. La présence à ces réunions du responsable de contrat et celle du technicien principal affecté au contrat est obligatoire.

Le déroulement de ces réunions est détaillé à l'article 22.4 du CCTP.

## 11 - Clause d'insertion sociale

La clause d'insertion sociale s'applique au(x) lot(s) suivant(s) :

Lot(s)	Désignation
1	Maintenance des installations de chauffage, ventilation, climatisation et de désenfumage de sites de l'UGA (sites de l'Isère)

En application de l'article L2112-2 du L 2112-2 du Code de la Commande Publique, l'Université Grenoble Alpes a décidé de mettre en place une démarche visant à promouvoir l'emploi. L'annexe n°1 au présent CCP précise les modalités de mise en œuvre de cette clause d'exécution et les conditions de son contrôle.

L'Université Grenoble Alpes dans le cadre de l'exécution de la clause sociale est représentée par le Service Ressource et Développement pour l'Emploi de Grenoble Alpes Métropole

Contact et renseignements :

Le Service Ressource et Développement pour l'Emploi de Grenoble Alpes Métropole  
Maryline GUIGNARD - 07.88.22.90.01  
Mail : maryline.guignard@grenoblealpesmetropole.fr

## 12 - Clauses environnementales

Le présent accord-cadre comporte des obligations environnementales. Celles-ci sont mentionnées aux articles 21 et 23 du cahier des clauses techniques particulières.  
Par ailleurs, le titulaire devra utiliser des véhicules Crit'Air 2 ou Crit'Air 1 pour la réalisation des prestations.

## 13 - Gestion des déchets

La gestion des déchets générés par l'exécution des prestations est effectuée conformément aux dispositions de l'article 20.4 al. 1 et 2 du CCAG-FCS.

## 14 - Constatation de l'exécution des prestations

### 14.1 - Vérifications

Les vérifications seront effectuées dans les conditions suivantes :  
Pour la maintenance courante, la maintenance hors forfait et les travaux, les vérifications qualitatives approfondies sont effectuées après les interventions au vu de l'outil de GMAO.  
Chaque visite doit en effet être consignée sur l'outil de GMAO dans lequel sont décrites la date, la nature de l'intervention et l'installation concernée.

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur n'avise pas systématiquement le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications.

### 14.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, pour la maintenance courante, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS sauf pour le délai qui est de 30 jours à compter de la date d'enregistrement de l'intervention dans la GMAO. En l'absence de décision dans le délai de 30 jours à compter de la date d'enregistrement de l'intervention dans la GMAO, la décision d'admission est tacite.

Pour la maintenance hors forfait et les petits travaux, le titulaire proposera à l'UGA une admission à l'achèvement des travaux. Le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS sauf pour le délai qui est de 30 jours. Par dérogation à l'article 30 du CCAG-FCS 2021, il n'y a pas d'admission tacite, le règlement sera effectué à la levée des réserves.

## 15 - Garantie des prestations

Le marché qui engage le titulaire vis-à-vis de l'Université Grenoble Alpes est un contrat à obligation de résultat ; il n'est en aucun cas limité à un nombre d'interventions préalablement défini. Les travaux font l'objet des garanties légales. Le point de départ de ces garanties est le procès-verbal d'admission.

## 16 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Par dérogation à l'article 37 du CCAG-FCS, les résultats réalisés dans le cadre de l'accord-cadre font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

## 17 - Pénalités

Le montant total des pénalités est plafonné à 30,0 % du montant annuel hors taxes des missions 2 et 3 « prestations en exploitation courante ».

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer les pénalités mentionnées dans le tableau ci-dessous.

### 17.1 - Pénalités générales

Objet	Description défaillance	Seuil de déclenchement	Pénalité
Documents	Retard dans la transmission d'une proposition tarifaire*	Par proposition tarifaire non transmise dans les délais contractuels de dépannage (pour la maintenance corrective) ou dans les 10 jours (pour les petits travaux).	100 € par jour ouvré de retard
	Non-respect des règles contractuelles dans l'établissement d'un devis	Par constat (limité à 1 par devis)	100 € par anomalie
	Non-tenue à jour ou non présentation (non mise à disposition) des documents ou bases de données prévus au contrat	Par constat	100 € par document et par constat

<b>Attestations</b>	Absence d'attestation de maintenance réglementaire	Par constat pour les opérations programmées depuis plus d'un mois	100 € par attestation manquante dans la GED
<b>Consignes Respect</b>	Non-respect des consignes ou des dispositions d'un document (Règlement intérieur, plan de prévention,...)	Par constat	250 € par constat
<b>Accompagnement bureau de contrôle</b>	Absence du (des) représentant(s) du Prestataire à une visite programmée d'un bureau de contrôle sur un site	Non signalée au moins 48 heures à l'avance	150 € par constat
<b>Observations bureaux de contrôle/ Délais *</b>	Non-respect des délais contractuels pour lever les observations des bureaux de contrôle	Au-delà du délai prévu au contrat	100 € par observation et par semaine de retard au-delà du délai prévu (observations imputables au Prestataire seulement)
<b>Non-conformité des contrôles réglementaires/ Délais *</b>	Non-respect des délais contractuels pour lever les observations des maintenances réglementaires réalisés par le Prestataire	Au-delà du délai prévu au contrat	100 € par non-conformité et par semaine de retard au-delà du délai prévu (observations imputables au Prestataire seulement)
<b>Période de chauffe *</b>	Non-respect des date transmises par l'UGA pour la mise en service ou l'arrêt des équipements de chauffage ou de climatisation	Au-delà de 15 jours de retard	100 € par jour calendaire de retard et par installation
<b>Documents / Données Restitution</b>	Non-restitution de documents, logiciels, bases de données renseignées en fin de contrat	Le dernier jour du contrat : Intégralité des documents et bases de données à jour	1/20ème du prix global des prestations des missions 2 et 3 sur la durée entière du contrat
<b>Réunions de suivi mensuelle</b>	Absence aux réunions de suivi mensuelles	Par constat	100 € par absence constatée

\*Ces pénalités correspondent à des pénalités de retard. Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné à 10% du montant hors taxes des missions 2 et 3 « prestations en exploitation courante ».

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable.

### **17.2 - Pénalité pour travail dissimulé**

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 5,0 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

### **17.3 - Pénalités pour non-respect de la clause d'insertion sociale**

Pour le lot 1 : Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer les pénalités mentionnées dans l'annexe 1 au CCAP relative à l'insertion sociale.

### **17.4 - Pénalités liées aux indicateurs clés de performance**

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer les pénalités mentionnées dans l'annexe 4 au CCTP sans mise en demeure préalable.

## **18 - Assurances**

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil ;
- une assurance au titre de la garantie biennale de bon fonctionnement couvrant les responsabilités résultant des principes de l'article 1792-3 du Code civil.

## **19 - Clause de réexamen**

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution de l'accord-cadre peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent accord-cadre.

La procédure de réexamen ainsi définie peut être initiée dans les cas suivants :

- Modifications du périmètre des installations

Des installations dont les prix sont prévus au bordereau des prix pourront être rajoutées en cours d'exécution de l'accord-cadre. Des installations pourront être supprimées en cours d'exécution de l'accord-cadre. Ces modifications feront l'objet d'un avenant (clause de réexamen).

- Contrat de performance énergétique

Le titulaire pourra proposer un contrat de performance énergétique bâtiment par bâtiment, ce contrat sera mis en place par avenant.

## 20 - Résiliation du contrat

### 20.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En complément des motifs listés à l'article 41 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier l'accord-cadre pour faute en cas de pénalités appliquées supérieures au seuil de 30% du montant hors taxes des missions 2 et 3 « prestations en exploitation courante ».

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation sauf la part de frais et investissements éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaire à son exécution.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

### 20.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## 21 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Grenoble est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## 22 - Dérogations

- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 27 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.2 du CCAP déroge aux articles 29 et 30 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16 du CCAP déroge à l'article 37 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 17.1 du CCAP déroge aux articles 14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 17.3 du CCAP déroge à l'article 16.1.5 du CCAG - Fournitures Courantes et Services



**Insertion professionnelle des publics prioritaires**  
**ANNEXE 1 AU CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

*L'Article L2111-1 du nouveau Code de la Commande Publique applicable au 01/04/2019 impose à tout acheteur public de déterminer avec précisions la nature, et l'étendue des besoins à satisfaire en prenant en compte des objectifs de développement durable dans leurs dimensions économique, sociale et environnementale.*

**Conformément à l'Article L2112-2, le cahier des charges du présent marché comporte une clause d'exécution des prestations visant, entres autres, à promouvoir l'emploi de personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion et ainsi à lutter contre le chômage.**

*La mise en œuvre de ces clauses pour un certain nombre de donneurs d'ordre de Grenoble-Alpes Métropole dont l'**Université Grenoble Alpes**, est assurée par l'équipe Clause Emploi de Grenoble-Alpes-Métropole.*

**Université Grenoble Alpes** est représentée par l'équipe Clause Emploi de Grenoble Alpes Métropole  
contact : Coralie FAURE tél : 04 85 59 98 46  
mail : coralie.faure@grenoblealpesmetropole.fr

## **1. NATURE DE L'ENGAGEMENT**

L'entreprise titulaire du marché s'engage à réserver aux personnes visées par la clause emploi le nombre d'heures minimum spécifié ci-dessous :

### **Lot n°1 : 250 heures par an sur la durée globale du marché**

Le nombre d'heures indiqué ci-dessus constitue un minimum obligatoire. Le titulaire du marché est libre de réserver un volume plus important.

Le titulaire du marché qui décide de recourir à un sous-traitant, reste seul responsable de l'exécution de la clause emploi. Il lui appartient d'informer le sous-traitant et le cas échéant de contractualiser avec lui dans le cadre du contrat de sous-traitance les modalités de prise en charge de la clause emploi. Il n'est pas autorisé de sous-traiter moins de 70 heures. L'équipe Clause Emploi de Grenoble Alpes Métropole doit être informée de cette sous-traitance dès le démarrage.

Dans tous les cas, le titulaire du marché reste le seul interlocuteur de **Université Grenoble Alpes**

## **2. PUBLICS PRIORITAIRES VISES et VALORISATION DES HEURES**

**Les personnes concernées par cette action sont :**

**Les personnes recrutées et accompagnées dans une structure reconnue par l'Etat :**

- Personnes prises en charge dans le secteur adapté ou protégé : salariés des entreprises adaptées, des entreprises adaptées de travail temporaire ou usagers des ESAT
- Personnes prises en charge dans les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) mentionnée à l'article L. 5132-4 du code du travail, c'est-à-dire:
  - mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI),
  - salariées d'une entreprise d'insertion (EI), d'un atelier chantier d'insertion (ACI)
- Personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée
- Personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE) et les Ecoles de la deuxième Chance (E2C)
- Personnes en parcours d'insertion au sein des GEIQ et respectant un autre critère d'éligibilité cité ci-dessous

**Personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail**

- Les allocataires des minimas sociaux (RSA, ASS, AAH, AI, etc.)
- Les personnes ayant obtenu la reconnaissance de travailleurs handicapés au sens de l'article L. 5212-13 du code du travail orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi
- Les personnes ayant fait l'objet d'une peine privative de liberté et/ou accompagnée par le SPIP, actuellement en parcours de réinsertion professionnelle.

- Demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) sans activité ou ayant travaillé moins de 6 mois dans les 12 derniers mois.
- Demandeurs d'emploi seniors (plus de 50 ans) inscrit à Pôle Emploi ;
- Jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi :
  - sans qualification (infra niveau 3, soit niveau inférieur au CAP/BEP) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois ;
  - diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur ;
- Les jeunes de moins de 26, en suivi renforcé à la mission locale (de type PACEA, Contrat d'engagement Jeune, ou tous dispositifs similaires).
- Les demandeurs d'emploi habitant en quartier Politique de la Ville rencontrant des difficultés d'accès à l'emploi
- Les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire
- Les personnes rencontrant des difficultés particulières sur proposition motivée d'un partenaire de l'emploi
- Les participants du PLIE (Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi)

#### **Date de début de valorisation des heures :**

Le recrutement de la personne prioritaire doit être postérieur à la date de notification du marché.

Afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes recrutées par l'entreprise et faciliter la gestion de la clause par ladite entreprise, à compter de l'attribution du marché et pendant son exécution, le titulaire du marché peut solliciter, auprès de l'équipe Clause Emploi de Grenoble-Alpes Métropole, la globalisation des heures d'insertion au cas où elle serait attributaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause sociale d'insertion. Elle peut être déclarée recevable si la mesure est favorable au parcours du salarié en insertion. Les heures d'insertion doivent être réalisées dans le délai d'exécution de chacun des marchés concernés et sont affectées au niveau du décompte, à chacun des marchés concernés, à due proportion.

#### **Durée de valorisation :**

Dans le respect des dispositions ci-dessus, une personne prioritaire est valorisable dans la même entreprise sur la durée de son contrat avec un maximum de 12 mois. Elle peut être valorisée sur 18 mois si elle a obtenu un CDI ou un contrat en alternance.

Une personne reste éligible au dispositif Clause Emploi, tous employeurs confondus, sur 24 mois à compter de la date de son premier contrat lié à une clause emploi.

**Dans tous les cas, la validation préalable de l'éligibilité des personnes bénéficiaires de la clause devra faire l'objet d'une demande** auprès de l'équipe Clause Emploi de Grenoble-Alpes Métropole.

### **3. MODALITES DE MISE EN OEUVRE**

Pour satisfaire son engagement, l'entreprise peut :

- soit recruter directement les bénéficiaires au sein des catégories listées ci-dessus ;
- soit confier à une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI) ou à une Agence d'Emploi (ETT), ayant signé la convention de partenariat avec Grenoble-Alpes Métropole pour la mise à disposition de personnel pour la réalisation de tout ou partie des heures d'insertion ;
- soit recourir à un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (G.E.I.Q.) pour la réalisation de tout ou partie des heures d'insertion ;
- soit sous-traiter ou co-traiter tout ou partie des heures d'insertion à une structure d'insertion par l'activité économique (SIAE) ou une structure du travail protégé ou adapté (STPA).

Les coordonnées des opérateurs cités sont disponibles sur

<https://emploi.grenoblealpesmetropole.fr/102-le-recrutement-via-les-clauses-emploi.htm>

[https://emploi.grenoblealpesmetropole.fr/cms\\_viewFile.php?idtf=302&path=Liste-des-partenaires-du-recrutement-du-dispositif-clause-emploi.pdf](https://emploi.grenoblealpesmetropole.fr/cms_viewFile.php?idtf=302&path=Liste-des-partenaires-du-recrutement-du-dispositif-clause-emploi.pdf)

Les offres de services et les coordonnées des SIAE et STPA sont disponibles sur les sites :

[Les structures - Territoires Insertion 38 \(ti38.fr\)](https://www.ti38.fr/)

<https://lemarche.inclusion.beta.gouv.fr/>

#### **4. L'ACCOMPAGNEMENT DE L'ACTION**

L'équipe Clause Emploi de Grenoble-Alpes Métropole s'engage à accompagner l'entreprise titulaire du marché.

Pour ce faire, elle mobilise, ses agents ou partenaires qui auront notamment pour mission :

- de suivre et de faciliter par tous moyens l'application de la clause, de mettre en relation les entreprises et les bénéficiaires potentiels ;
- de proposer des personnes susceptibles de bénéficier des mesures d'insertion avec le concours des organismes spécialisés et d'accompagner leur suivi.
- d'informer les entreprises sur les dispositifs et les accompagnements personnalisés.
- d'étudier les actions de formation professionnalisantes éventuelles, en lien avec les financeurs publics ;
- d'aider le titulaire à préciser ses besoins et les moyens par lesquels il compte réaliser ses engagements ;
- d'assurer un suivi de l'exécution de la clause durant toute la durée du marché.
- d'appuyer le titulaire en cas de difficulté à mettre en œuvre la clause

#### **5. SUIVI ET CONTROLE DE LA CLAUSE EMPLOI**

Pendant et à l'issue du marché, **Université Grenoble Alpes** procède avec le soutien du l'équipe Clause Emploi de Grenoble-Alpes Métropole au suivi et contrôle de l'exécution de la clause emploi. Le titulaire doit transmettre à l'équipe Clause Emploi de Grenoble Alpes Métropole, tous renseignements utiles permettant le contrôle et le suivi de l'exécution de la clause emploi.

##### **Au démarrage du marché**

Dans un **délai de 1 mois à compter de la date de notification du marché ou de l'ordre de service N° 1 – début de la phase de préparation du chantier** - l'entreprise informe par courriel l'équipe Clause Emploi de Grenoble Alpes Métropole des dispositions qu'elle compte prendre pour assurer le respect de la clause emploi.

En cas de sous-traitance, le titulaire informe l'équipe clause emploi de la répartition des heures sous-traitée dès le démarrage de l'intervention du sous-traitant.

##### **Avant l'embauche**

Le titulaire informe par mail l'équipe clause emploi de l'embauche à venir (date de démarrage et durée de la mission, partenaire éventuel).

- Dans le cas d'un recrutement direct, le titulaire envoie les documents permettant la vérification de l'éligibilité (liste des documents concernés sur [emploi.grenoblealpesmetropole.fr](http://emploi.grenoblealpesmetropole.fr))
- en cas de mise à disposition, le titulaire informe l'équipe clause emploi du nom du partenaire de recrutement et des coordonnées mail et téléphoniques de la personne contact. Il demande au partenaire de prendre contact avec l'équipe clause emploi pour valider l'éligibilité de la personne retenue. Pour les agences d'emploi conventionnées, la fiche orientation remplie par un partenaire de l'emploi permet d'attester l'éligibilité au dispositif.
- en cas de sous-traitance à une SIAE ou une STPA, le titulaire informe le partenaire de son obligation clause emploi et des modalités de suivi de la clause emploi.

##### **Au moment de l'embauche ou au plus tard 1 mois avant la fin du marché :**

Le titulaire informe l'équipe clause emploi de la réalisation de son engagement :

- En cas d'embauche directe : envoi du contrat de travail
- En cas de mise à disposition ou de sous-traitance à une SIAE ou STPA, le titulaire demande au partenaire d'envoyer mensuellement le tableau ci-joint (tableau en téléchargement sur le site [emploi.grenoblealpesmetropole.fr](http://emploi.grenoblealpesmetropole.fr))

#### **6. SANCTION DU NON RESPECT DE L'OBLIGATION**

En cas de non-respect des engagements indiqués à l'article 1, le titulaire encourt une pénalité de 2 fois le SMIC horaire chargé par heure non réalisée ou non validée, sur avis consultatif de l'Equipe Clause Emploi de Grenoble Alpes Métropole auprès de **Université Grenoble Alpes**

En cas de non-respect des obligations précisées à l'article 5, **Université Grenoble Alpes** adresse à l'entreprise un courrier recommandé lui enjoignant de respecter ses engagements. L'entreprise dispose alors d'un **délai de deux semaines** à compter de la date de réception du courrier pour informer **Université Grenoble Alpes** de la situation et des moyens qu'elle met en œuvre pour assurer ses obligations contractuelles. En cas d'absence ou refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500 euros qui pourra être levée à réception des documents.

## **7. Informations relatives aux données personnelles**

Le titulaire est informé que les actions d'accompagnement, de suivi et de contrôle des actions d'insertion pour lesquelles le titulaire du marché s'est engagé sont confiées à Grenoble-Alpes Métropole. Ces données seront traitées dans le logiciel « Clause », développé par la société Cityzen du Groupe UP à la demande de l'Alliance Villes Emploi, qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

A ce titre, le titulaire doit informer les bénéficiaires, les représentants de l'entreprise, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application de la clause que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif clause emploi.

Grenoble-Alpes Métropole est responsable du traitement des données collectées.

Le traitement est nécessaire à l'établissement de la relation contractuelle entre le titulaire et **Université Grenoble Alpes**

Les données sont conservées pendant une durée de 48 mois à partir du 1er jour de la mise en poste du bénéficiaire et 24 mois après la fin de la période concernée.

Ces données sont destinées à l'équipe Clause Emploi de Grenoble-Alpes Métropole et aux organismes partenaires emploi - insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches.

Il est possible à tout moment, pour le bénéficiaire, de demander l'accès, la rectification, l'effacement, la portabilité ou la limitation des données le concernant, ou de s'opposer à leur traitement, en contactant le service concerné par courriel à l'adresse : [clause.emploi@grenoblealpesmetropole.fr](mailto:clause.emploi@grenoblealpesmetropole.fr) ou en contactant le Délégué à la protection des données :

- DPO par [voie électronique](#) (formulaire sur [demarches.grenoblealpesmetropole.fr](https://demarches.grenoblealpesmetropole.fr)) ;
- Ou par courrier postal à l'adresse suivante :

Le délégué à la protection des données  
Grenoble-Alpes Métropole - Le Forum  
3, rue Malakoff - CS 50053 - 38031 Grenoble cedex

Toute personne estimant que le droit à la protection de ses données n'est pas assuré, peut introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07.

La non-fourniture ou la non-autorisation de la transmission de ces informations entraînera l'impossibilité de donner une suite à ce positionnement sur le dispositif clause emploi.